

Démission du président du Conseil de la jeunesse

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES Charles Coibion dénonce la politisation de la structure

J'ai pris la décision de démissionner de mon poste de président du Conseil de la jeunesse. » L'annonce est tombée ce vendredi soir. Alors que débutait une nouvelle assemblée générale de l'organe représentatif de la jeunesse francophone, le président contesté, Charles Coibion, a annoncé son départ.

Nommé en février dernier, il était depuis l'été au centre d'un imbroglio mêlant tiraillements politiques et reproches personnels. Officiellement, on lui reprochait des manquements dans la gestion de l'institution. Il ne les conteste pas tous, mais il souligne surtout l'impression d'être « victime d'un putsch politique » fo-

menté par « les jeunes libéraux » contre un président nourri de valeurs de gauche, mais « déterminé à porter de manière neutre la parole du Conseil de la jeunesse ».

Un grand patchwork

Pour comprendre, il faut se souvenir que le Conseil nouvelle mouture est un grand patchwork de mouvements de jeunes classiques et de jeunesse politiques. Que dans ce patchwork, certains parlent mieux et/ou plus fort que les autres. Au printemps dernier, alors que l'institution était appelée à rendre un avis sur un projet de loi fédéral – considéré par certains comme anti-jeunes – elle s'est profondément divisée entre

représentants tenant des thèses gouvernementales et élus proches de l'opposition. Entre la droite et la gauche, somme toute. Le président a beau avoir tenté de gérer l'affaire avec « diplomatie, modération et sang-froid », après des semaines de heurts, il a vu s'accumuler sur son bureau huit lettres de démission d'administrateurs, une motion de défiance et, plus récemment, huit démissions de membres de l'assemblée générale... Le tout rendant le Conseil quasi ingouvernable.

« J'ai tenu une ligne de conduite dure qui était de considérer que si un politique – peu importe sa couleur – sortait un projet à l'encontre de la jeunesse,

le Conseil se devait de riposter et de défendre les intérêts des jeunes, a-t-il expliqué vendredi soir. Doit-on réagir rapidement quand les politiques émettent des lois anti-jeunes ou doit-on avant tout penser à l'atmosphère interne et ne pas attiser les foudres d'une jeunesse politique en particulier ? A cette interrogation, je rappelais sans cesse ma fonction de porte-parole de la cause jeune. » Il conclut son court mandat par ces mots à l'attention de celui ou celle qui va lui succéder : « La politisation de la structure est une dérive dénuée d'éthique et de sens pour les jeunes que nous sommes censés représenter. » ■

ÉRIC BURGRAFF